

Pour un renouveau institutionnel

Pierre Teillard, avril 2020

pierre.teillard@orange.fr

Voici maintenant cinq ans, j'ai diffusé à mes amis un projet de livre, intitulé maladroitement « Pour un renouveau humaniste », pour convaincre de la nécessité d'envisager des réformes institutionnelles radicales, au lieu de laisser les corporatismes qui bloquent la société se battre en demandant toujours plus de sous.

Depuis, les évènements de la vie et mon goût immodéré pour les activités de grand air m'ont empêché de tenir ma promesse, à tous ceux qui ont eu la bonté de me lire et de m'envoyer leurs commentaires, de sortir une seconde version améliorée.

Tout n'est pas perdu cependant : j'ai continué à lire tous les livres que j'ai pu découvrir allant dans le sens de réformes institutionnelles qui me tiennent à cœur, j'ai découvert beaucoup de réflexions académiques passionnantes, évidemment mieux construites et argumentées que mes intuitions d'amateur. Persuadé qu'il n'y a pas de progrès significatif autre que celui construit sur une science et une pensée pertinente, je me retrouve en crise d'optimisme aigu à moyen terme, même si je suis conscient qu'à court terme, la sortie de crise du Covid-19 va être très difficile pour notre société. L'occasion de faire table rase de beaucoup de ridicules et de mettre sur les rails un XXIème siècle inclusif (social) et soutenable (environnemental) est là ; des bases académiques suffisamment pertinentes pour nous mettre sur le bon chemin sont enfin là, il faut les faire connaître et émerger, je propose ici d'y contribuer très modestement, en attendant que notre piètre système médiatique confirme les soupçons d'évolution salutaire qu'il semble manifester ces dernières semaines, en augmentant la dose de diffusion de pensée fondamentale dans son buzz démagogique habituel.

Dans le volet économique de mon livre, j'avais critiqué le monde académique pour son immobilisme et son conformisme ; je l'appelais à bouger pour explorer des voies en économie politique qui puissent servir à nous orienter utilement, dans cette difficile période de transition et donc de crises, vers des réformes plus pertinentes que celles soufflées par la doxa néolibérale et financière dans laquelle nos gouvernants les plus motivés par le progrès sont enlisés ; par exemple, en cherchant

un indicateur de richesse collective plus performant que le PIB et en désignant un autre objectif au politique que la croissance du PIB.

Merveille, surprise, le monde académique a depuis fortement bougé, dans le bon sens !

Jugez-en d'abord avec un regard académique et élitiste : le prix Nobel d'économie a été successivement attribué à :

- Jean Tirole, économiste français libéral (pas néolibéral) et orthodoxe (cette caste accusée de phagocyter l'enseignement supérieur en économie au détriment des hétérodoxes, tenants d'une économie plus intégrée avec les autres sciences humaines), qui rappelle cependant fort opportunément dans « *Économie du bien commun* », PUF, 2016, que l'économie politique est avant tout une économie du bien commun, illustre les éléments de l'économie classique indéniablement au service du bien commun et réaffirme l'évidente nécessité de la régulation institutionnelle.
- Richard H. Thaler, père de l'économie comportementale, qui dans « *Misbehaving, les découvertes de l'économie comportementale* », Seuil, 2018, fait un récit passionnant de sa carrière dédiée à introduire la démarche expérimentale en économie, pour aboutir à des expériences d'une ampleur suffisante pour démontrer définitivement l'inanité du principe sacré néolibéral du comportement rationnel des acteurs ; une de ces expériences démontre que le comportement des traders de la finance est profondément irrationnel.
- Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo, économistes du développement également promoteurs d'une méthode expérimentale, qui dans « *Économie utile pour des temps difficiles* », Seuil, 2020, écrivent des phrases aussi porteuses de transformation du référentiel de pensée des élites mondialisées que « Si tant est qu'il y ait une leçon à tirer de l'expérience passée de ces deux pays (États-Unis, sous Ronald Reagan, et Royaume-Uni, sous Margaret Thatcher) – demander aux pauvres de se serrer la ceinture dans l'espoir que les cadeaux faits aux riches finiront par leur profiter – ne sert en rien la croissance et encore moins les pauvres : dans aucun des deux pays la croissance ne s'est vraiment accélérée ; en revanche, les inégalités se sont creusées » et « À défaut d'une potion magique pour le développement, le meilleur moyen de transformer profondément la vie de millions de personnes, ce n'est pas d'essayer en vain de stimuler la croissance. C'est de se concentrer directement sur ce que la croissance est censée améliorer : le bien-être des plus démunis ». Je n'ai pas lu ce dernier ouvrage, publié début mars 2020, mais je joins un extrait représentatif de son contenu publié par la revue « Books », très édifiant.

Pour vous introduire au livre d'Aglietta dont je vais vous parler, écoutez l'interview datant d'un an de Gaël Giraud, chef économiste de l'Agence française de développement : « *Tsunami financier, désastre humanitaire* », interview de 1h36 de ThinkerView.com, sur <https://youtu.be/2oFARgqG0NA>. Il exprime avec une clarté étonnante et beaucoup plus de précision ce que j'ai tenté d'exposer dans « *Pour un renouveau humaniste* » concernant le système

financier qui bloque la croissance, toute évolution progressiste et nous amène dans le mur. Il est limpide par la force d'une pensée très accomplie, il est percutant par son appartenance au système financier. Il aborde brièvement les thèmes et les voies de réforme sur lesquels le livre d'Aglietta fait des avancées décisives. Si vous voulez être sûrs de comprendre à quels problèmes répond ce livre, commencez par écouter cet interview.

Mais surtout, jugez-en par vous-même, en lisant le chapitre 9 conclusif, « *Pour une croissance inclusive et soutenable* » du livre « *Capitalisme, le temps des ruptures* » de Michel Aglietta et al, Odile Jacob, 2019.

Ce livre marque un tournant remarquable de la science économique et peut offrir une plateforme essentielle à notre éclairage de la gestion post-crise Covid-19 dans les années à venir. Il fera date, je l'espère. A minima, à ma grande joie, il matérialise et surpasse en puissance une bonne partie des messages que j'ai cherché à faire passer dans « *Pour un nouveau humaniste* ». En partie seulement, car ouvrage académique d'économie, il n'aborde qu'indirectement (mais pertinemment) le renouveau de nos institutions politiques. Il pointe également vers des avancées majeures faites dans un certain nombre d'institutions internationales, très peu médiatisées.

Ce livre est extrêmement dense et pas très facile à lire. Meilleure nouvelle, les 100 pages (précisément) de son chapitre 9 le synthétisent à merveille et en tirent toutes les propositions et projections possibles. Quasiment chacune des phrases du chapitre 9 mérite d'être lue trois fois, une pour comprendre ce qu'elle veut dire, une pour en imaginer la portée et une dernière pour se convaincre qu'il ne s'agit pas d'utopie, mais simplement d'ambition extrême, bien nécessaire par rapport aux défis que vous percevez tous.

En bon livre académique, ses 8 premiers chapitres sont les démonstrations aussi bien théoriques qu'historiques et expérimentales nécessaires pour fonder les affirmations du chapitre 9. Si vous êtes prêts à croire que le travail des 8 premiers chapitres est rigoureux et fondé en méthode scientifique, la lecture exclusive du chapitre 9 ne fait rien louper d'essentiel. Pour les plus ambitieux voulant aller au-delà du chapitre 9, mais pas certains de lire l'intégralité du livre, une bonne méthode de lecture est de lire les chapitres en sens inverse de l'ordre chronologique, ou à défaut selon ses doutes les plus sérieux à la lecture du chapitre 9 : chaque chapitre a son autonomie. De plus, on peut valablement économiser son temps et ses efforts en se contentant de lire les introductions et conclusions de chaque partie et chaque chapitre.

Pour appâter les courageux et soulager les moins courageux, j'essaie brièvement de donner ici quelques-uns des acquis les plus essentiels de ce livre, au prix d'une réduction évidente de son énorme richesse ; non avec une démarche académique dont je n'ai pas la vertu, mais selon mon

propre référentiel de pensée, qui me demande moins de travail, ce dont je vous prie de me pardonner.

La monnaie n'est pas un produit ou un service comme les autres ; c'est une institution collective, unissant les rapports sociaux traversés par les échanges marchands, remplissant des missions d'infrastructure indispensables à la vie économique, demandant confiance de tous les acteurs et stabilité, car engageant l'avenir incertain de chacun. Il est démontré que le capitalisme a évolué, dans les années 80, d'un capitalisme contractuel, respectant l'institution monétaire comme bien commun contribuant au développement de l'économie réelle, à un capitalisme financiarisé, cherchant à faire de l'argent avec de l'argent, le plus souvent de façon purement spéculative, avec pour résultats :

- La fuite en avant dans un endettement généralisé, privé et public, consolidé par les banques centrales à travers le quantitative easing et par le report comptable de cet endettement dans le bilan des banques centrales.
- La concentration des richesses et des pouvoirs, toujours plus extrême, l'explosion des inégalités, les fractures sociales minant les démocraties occidentales.
- Une gouvernance des entreprises avec comme seul objectif la valeur actionnariale, aboutissant à une perte de productivité des facteurs de production, y compris du capital, et in-fine à une stagnation de la croissance des PIB.
- Une baisse des taux d'intérêt qui ne rémunèrent plus correctement l'investissement productif et pousse à l'investissement spéculatif ; baisse accompagnée de la disparition de l'inflation de l'économie réelle des biens et services, au profit d'une inflation dangereuse des prix des actifs financiers.
- Une croissance potentielle de l'économie réelle définitivement bloquée par les points précédents.

Ces résultats ont été de nombreuses fois constatés et décrits depuis la crise financière de 2008. La valeur ajoutée de ce livre n'est pas leur exposé, mais des analyses historiques, théoriques et statistiques, mettant en exergue l'existence d'un cycle financier déstabilisant le cycle de l'économie réelle ; analyses qui :

- Démontrent les mécanismes aboutissant à ces résultats,
- Permettent de conclure à l'impasse du capitalisme financier actuel,
- Permettent d'identifier les conditions de sortie de cette impasse.

L'impasse porte non seulement sur l'impossibilité de relancer la croissance, objectif de base conditionnant toutes les politiques gouvernementales qui se retrouvent ainsi vouées à l'inutilité,

mais aussi sur l'incapacité à résoudre les problèmes environnementaux auxquels nous sommes tous sensibilisés, le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles et la sauvegarde de la biodiversité. Il est montré l'inanité de la tentative de mise en place d'une finance « verte » dans le cadre institutionnel du capitalisme financiarisé, alors que ce cadre ignore totalement la valorisation des ressources et nuisances naturelles et des ressources humaines ; cette tentative ne peut qu'aboutir à ce que l'on appelle le « green washing », mais sûrement pas à financer l'énorme effort d'investissement nécessaire pour relever les défis environnementaux.

Pour les plus écologistes, le chapitre 8 « Dynamiques du capitalocène » est passionnant dans sa tentative de montrer l'influence du cycle financier sur l'environnement, par un choc inédit de temporalités entre le système financier évoluant avec un horizon de court-terme extrême et les systèmes socio-écologiques évoluant en termes de millénaires (voir à ce sujet « Où en sommes-nous aujourd'hui ? Une esquisse de l'histoire humaine », Emmanuel Todd, Seuil, 2018, qui montre comment l'évolution des systèmes familiaux se mesure en millénaires et explique, à défaut de les justifier, certains conservatismes).

La panoplie des conditions de sortie de l'impasse est donc scientifiquement établie et complétée par une collection de réformes institutionnelles.

Au niveau macro-économique, redéfinir la richesse ou la pauvreté, individuelle et collective, au-delà de l'indicateur monétaire, est une urgence ; ceci pour pouvoir mesurer tous les éléments de bien-être actuellement oubliés par l'indicateur monétaire, qui n'est basé que sur la notion d'appropriation et la valeur marchande. Il est donc nécessaire de revenir sur les notions :

- De biens communs (ceux qui échappent à l'appropriation individuelle et fournissent aide à tous, voir l'article Wikipédia correspondant et le chapitre de mon livre montrant comment le logiciel libre a radicalement amélioré la qualité des logiciels),
- De biens premiers (ceux physiques, services, savoirs, indispensables à une vie humaine digne même si frugale, dont nombre de biens environnementaux) ; J. Rawls dans « A theory of justice », Bknap Press, 1971, les définit comme les biens dont nul ne doit être privé pour qu'une société puisse être déclarée juste,
- Et parmi eux les capacités, notion introduite par Amartya Sen dans « L'idée de justice », Flammarion, 2012. Les capacités pour un individu désignent les capacités à transformer les ressources dont il dispose en liberté réelle de choisir le projet de vie qu'il a des raisons de valoriser. Elles fondent les libertés réelles d'accomplissement de l'individu. Un développement inclusif et durable doit prioritairement s'occuper, au-delà de donner aux individus les moyens de subsistance élémentaires, de développer leurs capacités, plutôt que de leur distribuer du pouvoir d'achat.

Bonne nouvelle, l'ONU à travers l'UNEP (programme des nations-unies pour l'environnement), a travaillé au niveau macro-économique en définissant :

- Un développement inclusif et durable (celui qui couvre les besoins présents sans compromettre les besoins futurs),
- Tous les aspects à prendre en compte dans la notion de base productive qu'une génération reçoit et se doit de transmettre sans régression à la suivante,
- Les principes d'une comptabilité nationale élargie des biens marchands aux biens communs, aux biens premiers et aux capacités, mesurant la base productive à travers le capital produit, le capital humain et le capital naturel (y compris les pollutions considérées comme des actifs négatifs),
- En définissant un indicateur de richesse inclusive (IWI), dont la pertinence s'appuie sur la démonstration que « une évaluation de la variation du bien-être social est équivalente à une évaluation des moyens qui y conduisent ».

Évidemment, il reste beaucoup de progrès à faire, mais concernant une mesure de la richesse contribuant au bien-être humain et dépassant la mesure du capital marchand, des bases pertinentes sont posées, on peut commencer à les expérimenter ! L'UNEP en a fait une première expérience sur 140 nations dans son rapport 2018, il faut maintenant passer à des expérimentations dans les comptabilités nationales (ce qui va être beaucoup plus difficile politiquement).

Au niveau micro-économique, l'entreprise est la cible de nombre de propositions, au niveau de sa gouvernance et au niveau de l'instrument essentiel de cette gouvernance, la comptabilité, en s'appuyant sur la richesse apportée à l'entreprise par la somme des capacités de ses parties prenantes. Sans nier la nécessité de réformer le droit des entreprises, mais avec un parti-pris de montrer que beaucoup de choses peuvent être améliorées sans même changer le droit, Aglietta montre tous les avantages de :

- Passer d'une gouvernance purement actionnariale à une gouvernance partenariale impliquant les différentes parties prenantes, en s'inspirant de la codétermination à l'allemande,
- Développer une comptabilité d'entreprise généralisant le capital de l'entreprise aux actifs intangibles (capital humain, compétences, savoir-faire, licences, ...) et environnementaux, en s'appuyant par exemple sur le modèle CARE élaboré par Jacques Richard dans « Comptabilité et développement durable », *Economica*, 2012 et sur la méthode des coûts historiques,

Et comment cela permettrait d'encadrer les décisions économiques des entreprises dans un régime de croissance inclusive et soutenable.

Il montre aussi en quoi l'économie digitale (ou iconomie chère à Michel Volle) nécessite :

- Une nouvelle régulation de la concurrence et une nouvelle législation anti-trust (pour empêcher les multinationales, GAFAM en particulier, de prendre le pouvoir sur les démocraties et de s'approprier les biens communs),
- Une réorganisation du marché du travail (pour donner un poids représentatif aux nouveaux travailleurs individuels de l'économie et développer par la formation le capital humain),
- Une transformation du droit du travail pour attacher les droits aux individus et non plus aux postes de travail, pour favoriser la fluidité de la gestion des ressources humaines, sans régresser sur les avancées sociales pertinentes.

Au niveau du système financier, Aglietta décline tous les aspects nécessaires d'une transformation radicale de la finance.

Il plaide pour la création de monnaies digitales de banques centrales, qui par leur légitimité institutionnelle permettraient de tirer tous les avantages des innovations technologiques des monnaies digitales et des fintechs pour le bien commun, au lieu de tomber dans l'horreur des crypto monnaies et de la capture de ces innovations par les monopoles de l'économie, dont la menace est très réelle.

« Les monopoles de l'économie digitale se sentent prêts à investir la finance dix ans après la naissance du Bitcoin. Cette convoitise est dangereuse car elle implique la monnaie. La présomption est la suivante : grâce au potentiel de la technologie, la monnaie pourrait être libérée du pouvoir des banques et plus encore de la tutelle de toute souveraineté. Les géants de l'Internet deviendraient alors les maîtres du monde. Que de telles idées puissent germer relève le caractère délirant des fantasmes engendrés par la technologie La finalité des paiements implique un règlement dans une forme de monnaie qui doit être d'acceptabilité unanime dans son espace d'usage. La confiance de toute la société des utilisateurs de monnaie y est donc inhérente. Peut-on remplacer la confiance dans une institution publique, la banque centrale, elle-même légitimée par l'ordre constitutionnel de chaque nation, par un principe cryptographique au sein d'un système de paiements réunissant une multitude d'utilisateurs ? ».

Dans la même veine, il légitime l'usage de monnaies électroniques locales adossées aux institutions locales, avec tous les avantages qu'elles peuvent apporter à la relocalisation et à l'économie circulaire.

Concernant l'investissement durable et responsable, massif et de long terme, nécessaire pour faire face aux défis environnementaux, il explique pourquoi le modèle d'intermédiation financière répandu depuis trente ans ne peut le porter et comment ce dernier doit être transformé. Les innovations institutionnelles nécessaires s'appuieront sur des collaborations originales entre puissance publique, expertise scientifique et institutions financières.

Les banques centrales en particulier peuvent et doivent y jouer un rôle important, en dépassant la mission étreinte et périmée de contrôle d'une inflation dans l'économie réelle qui n'existe plus, pour revenir à la justification première de leur existence, garantir un cadre financier stable et efficace

pour le développement d'activités économiques tournées vers le bien commun. Les institutions internationales comme le FMI et la Commission Européenne par exemple doivent coordonner les actions des banques publiques d'investissements pour soutenir les programmes de transformation économiques et énergétiques maintenant définis et reconnus au niveau international.

Les autorités souveraines nationales doivent reprendre la main sur les innovations financières pour proposer à leurs citoyens des vecteurs de placement publics, orientés vers les financements massifs nécessaires, de long terme et trans générationnels, très risqués par nature, en les sécurisant en apportant leur puissance légitime de garantie ; ceci afin de les rendre envisageables comme placement de l'épargne des citoyens, en substitution par exemple des assurances vies, qui présentent le double défaut d'un capital énorme dont l'utilisation est mal orientée et qui risque rapidement de s'évaporer dans la crise, en ruinant les petits épargnants.

Pour terminer, constatant les forces centrifuges qui menacent la mondialisation, les risques de guerre commerciale, économique, monétaire, technologique, environnementale, il est proposé que les politiques internationales :

- Actent le plus rapidement possible de l'inanité de l'illusion d'une fin de l'histoire, sous l'égide d'une mondialisation néo-libérale à dominante unipolaire américaine, née dans les années 90 et d'un passage inéluctable à un monde multipolaire régionalisé (américain, chinois-asiatique, européen, ...),
- Refondent une politique internationale sur la base d'un multilatéralisme entre ces différents pôles, axé à court terme sur le désamorçage de ces guerres-catastrophes potentielles et à moyen terme vers le rassemblement des énergies sur la résolution des défis environnementaux,
- En utilisant les armes institutionnelles élaborées dans ce livre.

Je n'ai pas osé trop insister sur la lecture de mon ouvrage d'amateur il y a cinq ans. Je me permets par contre d'insister sur l'indispensable prise de connaissance du contenu de l'ouvrage académique d'Aglietta et al, afin que :

- Les vieilles générations puissent retrouver un peu de fierté auprès de leurs enfants : si elles leur livrent un monde en piètre état par certains aspects, elles arrivent aussi depuis peu à leur livrer des clés importantes pour le réformer.
- Les jeunes générations puissent arrêter de crier de façon effrayante et dangereuse avec Greta Thurnberg « I want you panic ! » et commencent à essayer de comprendre comment elles vont pouvoir dans les années à venir améliorer les choses.

- Les générations les plus actives et motivées puissent arrêter de dépenser leurs énergies pour améliorer leur cadre de vie sur la base d'idées progressistes démagogiques et périmées et les réorienter vers l'essentiel.

Rêvons ...

- Les sociétés occidentales, émerveillées par la redécouverte durant la crise du Covid-19 de qualités humaines et d'empathies collectives qu'elles ne voyaient plus, instruites par les nombreux enseignements à tirer de cette crise, portées par des politiques en quête de rédemption, vont faire le maximum (dans leur référentiel de pensée dominant) pour sortir par le haut de la crise. Le mouvement est déjà en marche, nos gouvernants promettent de revaloriser les salaires de professions trop longtemps méprisées, de ne pas compter les sous pour que pas un individu et pas une entreprise ne soit irrémédiablement pénalisé par cette crise ; les banques centrales se préparent à injecter dans le système financier, en un an, les mêmes masses de liquidités qu'elles ont déjà injecté en dix ans, à travers le quantitative easing, pour maintenir à bout de bras un système financier qui n'est plus viable. Dans un premier temps, une première étape de sortie de crise va donner des résultats immédiats, qui vont créer des espoirs insensés et calmer les corporatismes avides en les gavant de sous.
- Puis le temps passant, Aglietta nous ayant démontré comment ces endettements et ces injections de liquidité supplémentaires ne peuvent que bloquer encore plus violemment toute nouvelle création de richesse et de bien-être collectif, inclusif et durable, le désenchantement va regagner, jusqu'à ce qu'il soit fait table rase de toutes les superstitions idéologiques, économiques et politiques.
- Les gouvernants français ont accès à ces nouvelles bases économiques académiques : Aglietta fait partie de « France Stratégies » qui officie auprès du gouvernement, Gaël Giroud officie à l' « Agence française de développement », bien d'autres relaient cette connaissance au sein d'une élite qui a, quoiqu'elle manifeste comme défauts par ailleurs, une tradition ancrée de se cultiver.
- Macron Bonaparte, cet être extraordinairement intelligent, stratège et manœuvrier comme on n'en connaît pas deux par siècle, motivé je veux le croire par le bien commun, va finir par comprendre pourquoi ses deux premières réformes emblématiques, l'IFI et la flat tax sur les revenus financiers, ne produisent que de piètres résultats, alors qu'elles plombent lourdement et politiquement tout le reste de son action réformatrice. Il va se rendre compte qu'il s'est appuyé sur des savoirs académiques (ce qui est une très bonne chose) hélas périmés et toxiques. Pourquoi l'ambition de corriger le tir ne lui viendrait pas ? En politique intérieure et en politique extérieure !

- La République en Marche, cet improbable rassemblement d'énergies individuelles progressistes, hyper-éduquées, suffisamment intelligentes pour avoir compris qu'il fallait abandonner les croyances périmées, mais qui finit par apparaître ridicule aux yeux du public à force d'absence de projet collectif et par faire haïr la méritocratie, s'approprie le chapitre 9 d'Aglietta pour en faire son manifeste progressiste.
- Le parlement se met à bruiser de projets de lois renversant les tables, par exemple sur un emprunt national de long terme destiné aux petits épargnants pour sauver leurs économies du désastre annoncé de l'assurance vie et financer des investissements de transition environnementale ; ou encore sur une mission donnée à l'INSEE de mettre en place, par une démarche expérimentale, un nouvel indicateur de richesse type IWI ; bien d'autres vous viendront à l'esprit selon vos préférences si vous avez lu Aglietta.
- Notre système médiatique, qui reprend un peu goût à diffuser de la connaissance sérieuse pendant la crise, se sent des ailes ; il lui prend l'envie de continuer, en vulgarisant les concepts à la base de toutes ces nouvelles discussions au sein des élites, de permettre l'accès aux antennes de grande écoute de nouveaux experts, plus scientifiques et rigoureux, même s'ils sont plus arides à écouter et se préoccupent moins du buzz.
- Les gilets jaunes commencent à comprendre que des élites orientées par une pensée correcte pourrait les aider et que le ralentissement de leur endettement pourrait leur apporter un peu plus de liberté, d'espoir et de bien-être.
- Macron Bonaparte s'appuie sur la démonstration que la France arrive à initier un tournant vers un développement inclusif et durable et à calmer ses populismes, pour arriver à rassembler des cercles de nations, aussi bien au niveau européen que mondial, décidées à attaquer collectivement des objectifs de développement inclusif et durable.

Pour ma part, il me reste quelques livres de cette nouvelle pensée à lire, du côté surtout de « revivifier la démocratie et rénover les institutions politiques », puis j'espère que j'aurai l'énergie et le courage moral d'attaquer une seconde version de mon ouvrage, que j'intitulerai « Pour un renouveau institutionnel ».

Pièce jointe : Article d'Esther Duflo

La recette de deux Nobel d'économie pour un monde plus juste

Publié dans le magazine [Books n° 105 \(/anciens-numeros/\)](#), mars 2020. Par [Abhijit V. Banerjee](#) et

[Esther Duflo](https://www.books.fr/auteurs/abhijit-v-banerjee-et-esther-duflo/) (<https://www.books.fr/auteurs/abhijit-v-banerjee-et-esther-duflo/>).

En trente ans, le nombre de pauvres a diminué de plus de moitié dans le monde. La croissance forte y a été pour beaucoup. Mais nul ne sait comment la faire durer. À défaut, les lauréats du Nobel d'économie 2019 proposent d'imaginer et d'évaluer des solutions qui améliorent l'existence des plus démunis.

© Uriel Sinai / The New York Times / Réa

L'explosion des inégalités dans les pays riches a beau susciter des inquiétudes aujourd'hui, la situation des pauvres s'est considérablement améliorée ces dernières décennies dans le monde. Entre 1980 et 2016, le revenu moyen des 50 % les moins riches a presque doublé, cette tranche de la population ayant capté 12 % de la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial. Le nombre de personnes qui vivent avec moins de 1,90 dollar par jour – le seuil international de pauvreté défini par la Banque mondiale – a diminué de plus de moitié depuis 1990, passant de près de 2 milliards à environ 700 millions. Jamais dans l'histoire de l'humanité autant de personnes n'étaient sorties aussi rapidement de la pauvreté.

La qualité de vie s'est également considérablement améliorée, même pour ceux qui vivent encore dans la pauvreté. Depuis 1990, le taux mondial de mortalité maternelle a été divisé par deux. Il en va de même pour le taux de mortalité infantile, ce qui a sauvé la vie de plus de 100 millions d'enfants. Aujourd'hui, hormis dans les pays en proie à de graves conflits, presque tous les enfants, garçons et filles, ont accès à l'enseignement primaire. Même les décès dus au VIH/sida, une épidémie qui semblait à une époque impossible à enrayer, ont atteint un pic peu après le début des années 2000 et n'ont cessé de reculer depuis.

Ces avancées sont, pour une bonne part, attribuables à la croissance économique. La progression régulière du PIB a accru le revenu de la population ; elle a permis aux États (et à d'autres instances) d'augmenter les

dépenses d'éducation et de santé ainsi que les transferts à destination des plus démunis. Le recul de la pauvreté au niveau mondial est essentiellement dû à la Chine et à l'Inde, deux pays très peuplés qui ont connu une croissance particulièrement soutenue. Mais, à l'heure où l'économie ralentit dans ces deux pays, il y a des raisons de s'inquiéter. Que peuvent faire la Chine et l'Inde pour continuer de progresser ? Ces pays ont-ils une recette miracle que d'autres pourraient suivre pour sortir des millions de leurs habitants de la pauvreté ?

Certains économistes, parmi lesquels nous nous comptons, ont consacré toute leur carrière à étudier la pauvreté et le développement dans le monde, et force est de reconnaître que nous ne comprenons toujours pas très bien pourquoi certaines économies se développent et pas d'autres. Il n'y a pas de formule magique de la croissance. Il y a toutefois un motif récurrent: la croissance la plus rapide semble provenir de la réaffectation de ressources mal allouées, c'est-à-dire de l'affectation du capital et du travail à leur usage le plus productif. Mais le bénéfice qu'on en retire diminue avec le temps, et les pays doivent alors trouver une nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté.

La croissance a beau être un facteur majeur de réduction de la pauvreté, parler d'« accélérer la croissance » ou même de « maintenir une croissance forte » relève plus du vœu que d'une recommandation réalisable. Au cours des années 1980 et 1990, les économistes ont passé beaucoup de temps à effectuer des régressions de croissance sur plusieurs pays, un type d'analyse économétrique qui vise à prédire les taux de croissance en fonction de différentes variables. Ils faisaient intervenir des données sur l'éducation, l'investissement, la corruption, les inégalités, la culture, la distance à la mer, etc., afin de déterminer quels facteurs favorisaient la croissance, dans l'espoir de trouver quelques leviers susceptibles d'être actionnés pour la stimuler.

Cette démarche posait deux problèmes. Premièrement, comme l'a montré l'économiste William Easterly, dans un même pays, le taux de croissance peut considérablement varier d'une décennie à l'autre sans qu'aucun autre paramètre ne change. Dans les années 1960 et 1970, le Brésil était l'un des champions du monde de la croissance ; puis, à partir de 1980 environ, son économie a presque cessé de croître pendant deux décennies (avant de repartir puis de stagner à nouveau). En 1988, Robert Lucas, l'un des fondateurs de la macroéconomie moderne, publia un article dans lequel il se demandait pourquoi l'Inde était à la traîne et exprimait le vœu qu'elle devienne un pays à croissance rapide, comme l'Égypte ou l'Indonésie. Il se trouve que l'économie indienne venait d'entamer un cycle de croissance forte de trente ans, alors que celles de l'Égypte et de l'Indonésie commençaient à marquer le pas. Le Bangladesh, que l'on avait considéré comme un État économiquement non viable au moment de sa fondation, en 1971, a affiché une croissance de 5 % ou plus par an pendant presque toute la période 1990-2015, et même supérieure à 7 % en 2016, 2017 et 2018, se classant ainsi parmi les vingt économies les plus dynamiques de la planète. Dans tous ces pays, la croissance est venue ou s'est envolée sans raison évidente.

Deuxièmement, et plus fondamentalement, ces tentatives pour identifier les causes de la croissance n'ont guère de sens. Pratiquement toutes les variables d'un pays donné sont partiellement l'effet d'autre chose. Prenons l'éducation, un facteur corrélé positivement à la croissance. L'éducation est, en partie, fonction de la capacité d'un État à gérer et à financer des établissements scolaires. Or un État qui a ce pouvoir en a probablement d'autres, par exemple celui de construire un réseau routier. Si la croissance est plus forte dans les pays dotés de meilleurs systèmes éducatifs, faut-il le mettre sur le compte des écoles qui forment les travailleurs de demain ou des routes qui facilitent les échanges commerciaux ? Ou bien d'autre chose encore ?

Il est probable aussi qu'on se préoccupe davantage de l'éducation de ses enfants lorsque l'économie va bien : l'éducation pourrait donc être un effet de la croissance et pas seulement une cause. Chercher à isoler les facteurs qui favorisent la croissance est mission impossible, de même qu'en déduire des mesures à mettre en œuvre.

Quels moyens d'action reste-t-il dès lors aux dirigeants ? Il y a des choses à éviter de toute évidence : l'hyperinflation, des taux de change fixes extrêmement surévalués, le communisme dans ses variantes soviétique, maoïste ou nord-coréenne, le genre de dirigisme extrême pratiqué par l'Inde dans les années 1970 – du temps où l'État contrôlait tous les pans de l'économie, des chantiers navals à l'industrie de la chaussure. Cependant, ce conseil n'a guère d'utilité vu que plus aucun pays ou presque n'opte pour des solutions aussi radicales.

La plupart des pays en développement ne cherchent pas à savoir s'ils auraient intérêt à nationaliser tout le secteur privé du jour au lendemain mais s'ils doivent s'inspirer du modèle économique chinois. Bien que la Chine soit une économie de marché, sa conception du capitalisme diffère grandement du modèle anglosaxon classique, qui se caractérise par une faible pression fiscale et une réglementation peu contraignante, et même de sa variante européenne, où l'État joue un rôle plus important. En Chine, l'État, tant au niveau national que local, joue un rôle primordial dans l'allocation de la terre, du capital et même du travail. D'autres pays d'Asie de l'Est, qui se sont eux aussi écartés du modèle capitaliste classique, ont connu des décennies de forte croissance. Songeons au Japon, à la Corée du Sud et à Taïwan, où l'État a d'abord mené une politique industrielle volontariste.

Tous ces pays ont obtenu des résultats spectaculaires après avoir mis en œuvre des politiques originales. La question est de savoir s'ils y sont parvenus en raison ou en dépit de leurs choix. Ont-ils simplement eu de la chance ou y a-t-il une leçon à tirer de leur réussite ? Il faut dire aussi que leurs économies avaient été dévastées par la Seconde Guerre mondiale, si bien que leur croissance rapide pourrait être en partie due au redressement d'après-guerre. Au demeurant, de quel pan de l'expérience chinoise passée les pays sont-ils censés s'inspirer ? De l'ère Deng Xiaoping, au temps où la Chine était un pays miséreux qui dispensait une éducation et des soins de grande qualité et où les écarts de revenus étaient très faibles ? De la Révolution culturelle et des efforts déployés pour supprimer les privilèges des élites et mettre tout le monde sur un pied d'égalité ? Ou encore des quatre mille ans qui ont précédé ? Ceux qui invoquent le bilan des économies est-asiatiques pour prouver les mérites de telle ou telle stratégie se bercent d'illusions : il n'y a aucun moyen de prouver quoi que ce soit.

Il n'existe tout bonnement pas de recette reconnue pour faire en sorte que les pays pauvres atteignent une croissance forte et durable. Même les experts semblent désormais en convenir. En 2006, la Banque mondiale avait chargé l'économiste Michael Spence de présider une commission sur la croissance et le développement. Dans leur rapport final, les membres de la commission ont admis qu'il n'existe pas de formule générique pour la croissance et qu'il n'y a pas deux cas d'expansion économique qui se ressemblent. Easterly a résumé leurs conclusions en des termes moins charitables : « Deux ans de travaux d'une commission de 21 dirigeants et experts mondiaux, d'un groupe de travail de 11 membres et de 300 spécialistes universitaires, 12 ateliers, 13 consultations et un budget de 4 millions de dollars. Tout cela pour répondre en gros ceci à la question de savoir comment atteindre une forte croissance : nous ne savons pas, mais nous avons bon espoir que les experts trouveront la réponse. »

Les économistes ont toutefois appris quelque chose de leurs échanges sur les sources de la croissance. Ils ont notamment compris que les transitions méritaient plus d'attention qu'ils ne leur en accordaient. L'un des principes de base de la théorie classique de la croissance voulait que les transitions soient sans importance puisque les lois du marché faisaient que les ressources étaient rapidement affectées à leur usage le plus productif. Les terres les plus fertiles devaient être exploitées de la façon la plus intensive. Les meilleurs travailleurs devaient se retrouver dans les entreprises les plus rentables. Les investisseurs devaient confier leurs capitaux aux entrepreneurs les plus prometteurs.

Ce postulat est souvent erroné. Dans une économie donnée coexistent des entreprises productives et non productives, et les ressources ne sont pas toujours affectées à leur meilleur usage. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement, où de nombreux marchés, notamment ceux du crédit, du foncier et du travail, fonctionnent mal. Souvent, le problème n'est pas tant le manque de compétences, d'équipements et de capitaux que le fait que ces ressources ne sont pas utilisées au mieux. Certaines entreprises possèdent plus de salariés qu'elles n'en ont besoin pendant que d'autres ne trouvent pas à embaucher. Certaines se dotent des outils les plus récents tandis que d'autres ne le font jamais. Certains entrepreneurs innovants ne parviennent pas à financer leurs idées alors que d'autres, moins talentueux, poursuivent leurs activités. C'est ce que les économistes appellent la « mauvaise allocation des ressources ».

Si une mauvaise allocation des ressources sape la croissance, leur redéploiement la stimule. Ces dernières années, les économistes ont cherché à quantifier l'ampleur de la croissance qui pourrait découler d'une affectation des ressources à de meilleurs usages. Chang-Tai Hsieh et Peter Klenow, par exemple, ont constaté que, à capital et travail constants, la simple réallocation des facteurs de production au sein de certaines branches d'activité pouvait se traduire par des gains de productivité de 30 à 50 % en Chine et de 40 à 60 % en Inde. Si ce redéploiement concernait de plus larges pans de l'économie, les retombées seraient encore plus importantes.

En d'autres termes, il est possible de stimuler la croissance rien qu'en réaffectant les ressources existantes à des usages plus judicieux. Dans un pays où les ressources sont très mal utilisées au départ – comme c'était le cas de la Chine avant Deng ou de l'Inde dans sa période de dirigisme extrême –, les premiers effets bénéfiques de la réforme peuvent provenir de leur simple mise en valeur. Il y a de nombreuses façons de mieux les allouer, que ce soit en décollectivant l'agriculture, comme l'a fait la Chine sous Deng, ou en s'efforçant d'accélérer le règlement des différends relatifs à la dette, comme l'a fait l'Inde dans les années 1990, et de rendre ainsi les marchés du crédit plus efficaces.

Le revers de la médaille est que, passé un certain seuil, les gains commencent à diminuer. Plusieurs pays en développement arrivent à ce stade. Comme le reste du monde, ils vont devoir se faire à une idée désagréable : l'ère de la croissance époustouflante touche vraisemblablement à sa fin.

Regardons la trajectoire de la Chine. À l'heure qu'il est, le pays s'est débarrassé de ses formes les plus flagrantes de mauvaise allocation des ressources. Il a judicieusement réinvesti les gains tirés de la croissance qui en a résulté. Cela lui a permis d'accroître sa production, qu'il a pu écouler à l'étranger, profitant de la soif d'exportations chinoises du monde entier. Néanmoins, cette stratégie a largement fait son temps : maintenant

que la Chine est le premier exportateur mondial, elle ne peut plus continuer à faire croître ses exportations à un rythme beaucoup plus rapide que celui de l'économie mondiale.

La Chine peut encore finir par rattraper les États-Unis pour ce qui est du PIB par habitant, mais le ralentissement de son économie fait que cela prendra du temps. Si la croissance chinoise tombe à 5 % par an, ce qui n'est pas invraisemblable, et qu'elle se maintient à ce niveau, ce qui est peut-être optimiste, et si la croissance américaine continue de tourner autour de 1,5 %, il faudra au moins trente-cinq ans à la Chine pour parvenir au niveau des États-Unis. En attendant, il est logique que les autorités chinoises acceptent l'idée que la croissance forte n'a qu'un temps, comme elles semblent le faire. En 2014, le président Xi Jinping a parlé de s'adapter à la « nouvelle normalité » d'une croissance plus faible. Beaucoup en ont déduit que, même si l'époque de la croissance annuelle à deux chiffres était révolue, l'économie chinoise continuerait de progresser à un rythme de 7 % par an dans un avenir prévisible. Mais même cela peut sembler trop optimiste. Le Fonds monétaire international (FMI) table sur 5,5 % à l'horizon 2024.

Il en va de même en Inde. Depuis 2002, on y observe une nette amélioration de l'allocation des ressources dans le secteur manufacturier. Les usines ont rapidement modernisé leurs équipements, et les capitaux ont de plus en plus afflué vers les entreprises les plus performantes de chaque secteur. Ces améliorations ne résultant manifestement pas d'un changement d'orientation stratégique, certains économistes ont parlé du « mystérieux miracle industriel de l'Inde ». Mais ce n'était pas un miracle, juste une petite avancée par rapport à une situation de départ catastrophique. Ce redressement peut avoir plusieurs explications. Peut-être y a-t-il eu un changement de génération, le contrôle des entreprises étant passé des parents à leurs enfants, dont beaucoup ont été formés à l'étranger et sont souvent plus ambitieux et plus calés en matière de technologie et de marchés mondiaux. Ou peut-être est-ce l'effet de l'accumulation de petits profits qui a finalement permis de financer la remise à niveau des installations. Quelle qu'en soit la raison précise, l'essor économique de l'Inde se comprend mieux si l'on y voit le résultat d'une meilleure utilisation des ressources, le type de croissance qui résulte des défauts les plus faciles à corriger.

Ce genre de croissance ne dure pas éternellement. À mesure que l'économie se débarrasse de ses usines et entreprises les moins performantes, la marge d'amélioration supplémentaire se réduit naturellement. Aujourd'hui, l'Inde se trouve face à la perspective d'un ralentissement brutal. Le FMI, la Banque asiatique de développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques ont abaissé leurs estimations de croissance 2019-2020 pour l'Inde à environ 6 %. D'autres experts considèrent que l'économie indienne tourne d'ores et déjà au ralenti : selon Arvind Subramanian, qui fut le conseiller économique en chef du gouvernement de New Delhi de 2014 à 2018, les estimations officielles ont surévalué la croissance du pays de 2,5 points de pourcentage entre 2011 et 2016. Une reprise n'est pas exclue mais, à un moment donné, la croissance ralentira pour de bon. De fait, il est possible que l'Inde se retrouve prise dans le fameux « piège du revenu intermédiaire », en vertu duquel les économies à forte croissance commencent à stagner. Elle ne serait pas la seule : selon la Banque mondiale, sur 101 États figurant en 1960 parmi les pays à revenu intermédiaire, uniquement 13 étaient parvenus à se hisser dans le groupe des pays à revenu élevé en 2008.

Malheureusement, si les économistes ne savent pas très bien comment susciter la croissance, ils ne savent pas non plus pourquoi certains pays comme le Mexique se retrouvent coincés dans le piège du revenu

intermédiaire et d'autres, comme la Corée du Sud, parviennent à l'éviter. Un danger bien réel est que, en cherchant à conserver une croissance forte, les pays confrontés à un ralentissement brutal optent pour des mesures qui nuisent aux pauvres actuels au nom de la croissance future. Dans l'espoir de préserver la croissance, de nombreux pays ont considéré que la consigne d'être favorable aux entreprises les autorisait à adopter toutes sortes de mesures qui pénalisent les pauvres et profitent aux riches, telles que des réductions d'impôts pour les hauts revenus et des aides aux entreprises.

Telle était la doctrine aux États-Unis, sous Ronald Reagan, et au Royaume-Uni, sous Margaret Thatcher. Si tant est qu'il y ait une leçon à tirer de l'expérience passée de ces deux pays – demander aux pauvres de se serrer la ceinture dans l'espoir que les cadeaux faits aux riches finiront par leur profiter – ne sert en rien la croissance et encore moins les pauvres : dans aucun des deux pays la croissance ne s'est vraiment accélérée ; en revanche, les inégalités se sont creusées. Au niveau mondial, la seule tranche de revenus qui a vu son sort s'améliorer encore plus que les 50 % les plus pauvres entre 1980 et 2016 a été celle des 1 % les plus riches – les riches des pays riches, plus un nombre croissant de superriches des pays en développement –, qui a capté 27 % de la croissance totale pendant cette période. Les 49 % situés juste en dessous, c'est-à-dire la quasi-totalité des Américains et des Européens, ont été perdants, et leurs revenus ont stagné tout au long de cette période.

L'explosion des inégalités dans des pays dont le PIB ne progresse plus est une mauvaise nouvelle pour la croissance future. Le mécontentement de la population conduit à l'élection de dirigeants populistes vantant des solutions miracles qui fonctionnent rarement – et débouchent souvent sur des catastrophes du type de celle du Venezuela. Même le FMI, qui était un bastion de l'orthodoxie de la croissance, reconnaît à présent que sacrifier les pauvres sur l'autel de la croissance est un mauvais calcul. Il exige désormais de ses équipes-nations qu'elles prennent en compte les inégalités lorsqu'elles élaborent leurs recommandations.

La croissance devrait ralentir, du moins en Chine et en Inde, et on ne pourra vraisemblablement pas faire grand-chose pour y remédier. Elle pourrait bien reprendre dans d'autres pays, mais personne ne peut prévoir où et pourquoi. La bonne nouvelle, c'est que, même en l'absence de croissance, il est possible d'améliorer d'autres indicateurs de progrès. Les décideurs doivent garder à l'esprit que le PIB est un moyen de parvenir à une fin et non une fin en soi. C'est un moyen efficace, incontestablement, surtout dans la mesure où il permet de créer des emplois, d'augmenter les salaires ou d'accroître les ressources budgétaires de sorte que l'État puisse redistribuer davantage. Mais le but ultime demeure l'amélioration de la qualité de vie, surtout pour les plus démunis.

La qualité de vie recouvre bien plus que la seule consommation. Son amélioration passe certes par la possibilité de consommer davantage, mais la plupart des êtres humains, même les plus pauvres, ont d'autres aspirations. Ils veulent se sentir dignes et respectés, voir leurs parents vieillir en bonne santé, donner une éducation à leurs enfants, faire entendre leur voix et réaliser leurs rêves. La croissance du PIB peut aider les pauvres à accomplir beaucoup de ces choses, mais ce n'est qu'une solution parmi d'autres, et ce n'est pas toujours la meilleure. De fait, la qualité de vie varie énormément entre pays de niveau de revenu similaire : le Sri Lanka affiche ainsi plus ou moins le même PIB par habitant que le Guatemala, mais des taux de mortalité maternelle, infantile et juvénile bien inférieurs.

Ces disparités n'ont rien de surprenant. Avec le recul, il est clair que bon nombre des progrès majeurs accomplis ces dernières décennies résultent non pas de la croissance économique, mais de mesures visant

directement à améliorer certains résultats, même dans des pays qui étaient et restent très pauvres. Le taux de mortalité des moins de 5 ans, par exemple, a chuté de façon spectaculaire dans le monde entier, y compris dans certains pays très pauvres dont l'économie n'a pas connu une croissance particulièrement forte. Ces avancées sont essentiellement dues au fait que les décideurs ont centré leurs efforts sur les soins aux nouveau-nés, sur la vaccination et sur la prévention du paludisme. Cette même stratégie peut et doit être appliquée à tous les autres facteurs susceptibles d'améliorer la qualité de vie, qu'il s'agisse de l'éducation, des compétences, de l'entrepreneuriat ou de la santé. L'important est de cerner les principaux problèmes et de trouver le moyen de les résoudre.

C'est un travail de longue haleine : il ne suffit pas de dépenser de l'argent pour assurer une éducation ou des soins de santé de qualité. Dans ce domaine, contrairement à celui de la croissance, les experts ont une idée de ce qu'il faut faire pour progresser. Le grand avantage de se concentrer sur des interventions clairement définies est que ces politiques ont des objectifs quantifiables et peuvent donc être directement évaluées. Les chercheurs peuvent les expérimenter, abandonner celles qui ne fonctionnent pas et améliorer celles qui donnent des résultats. C'est ce que nous avons passé une bonne partie de notre carrière à faire et ce que des centaines de chercheurs et de décideurs font désormais régulièrement avec l'aide de structures telles que le Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL) – réseau que nous avons créé au sein du Massachusetts Institute of Technology (MIT) – et Innovations for Poverty Action, un organisme fondé par l'économiste Dean Karlan.

Ainsi, si nul ne sait comment faire du Kenya une nouvelle Corée du Sud, grâce aux travaux de Jessica Cohen et Pascaline Dupas, nous savons, par exemple, que la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées est le moyen le plus efficace de lutter contre le paludisme. Lors d'une série d'évaluations aléatoires [*lire l'encadré page ci-contre*], ces chercheuses ont constaté que le fait de faire payer les moustiquaires en réduisait l'utilisation, alors qu'on pensait jusque-là que cela inciterait davantage à les utiliser – une preuve qui a fini par convaincre les grandes organisations d'aide au développement de renoncer à les faire payer. Sur les 582 millions de moustiquaires imprégnées distribuées dans le monde entre 2014 et 2016, 75 % l'ont été dans le cadre de campagnes de distribution gratuite, ce qui a permis de sauver des dizaines de millions de vies.

Au bout du compte, les ingrédients d'une croissance économique durable restent un mystère. Mais nombre d'actions peuvent être menées pour éliminer les sources les plus flagrantes de gaspillage dans les économies des pays pauvres et les motifs de détresse de leurs populations. Les enfants qui meurent de maladies évitables, les écoles où les enseignants sont souvent absents, les appareils judiciaires qui mettent des siècles à rendre un jugement : tout cela nuit indéniablement à la productivité et rend la vie pénible. Remédier à ces problèmes ne propulsera sans doute pas les pays dans une croissance forte et durable, mais cela pourrait améliorer considérablement le bien-être de leurs habitants.

De surcroît, bien que nul ne sache à quel moment le train de la croissance se mettra en branle dans un pays donné, les pauvres auront plus de chances de pouvoir y monter le moment venu s'ils sont en bonne santé, s'ils savent lire et écrire et s'ils peuvent se projeter au-delà de leur survie quotidienne. Ce n'est peut-être pas un hasard si, parmi les gagnants de la mondialisation, on compte de nombreux pays qui ont investi massivement dans le capital humain de leur population, soit en raison de leur idéologie communiste (comme la Chine et le Vietnam), soit, au contraire, pour éloigner la menace communiste (comme la Corée du Sud et Taïwan).

Dès lors, la meilleure solution pour un pays en développement tel que l'Inde est de tenter d'élever son niveau de vie avec les ressources dont il dispose : investir dans l'éducation et la santé, améliorer le fonctionnement des systèmes judiciaire et bancaire, construire des infrastructures routières de meilleure qualité et rendre les villes plus vivables. La même logique vaut pour les responsables politiques des pays riches, qui devraient investir directement dans l'amélioration du niveau de vie des pays pauvres. À défaut d'une potion magique pour le développement, le meilleur moyen de transformer profondément la vie de millions de personnes, ce n'est pas d'essayer en vain de stimuler la croissance. C'est de se concentrer directement sur ce que la croissance est censée améliorer : le bien-être des plus démunis.

— Cet article, paru dans la revue *Foreign Affairs* en janvierfévrier 2020, est un extrait remanié de leur livre *Économie utile pour des temps difficiles* (Seuil, 2020). Il a été traduit par Isabelle Lauze.

Pour aller plus loin

UNE MÉTHODE EN VOGUE

Les Prix Nobel d'économie 2019, Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer, ont été récompensés « pour leur approche expérimentale visant à réduire la pauvreté dans le monde ». Elle consiste à transposer une méthode de la recherche médicale – l'évaluation par échantillonnage aléatoire – pour tester l'efficacité d'une mesure économique ou d'une politique publique. Comme dans les essais cliniques, on compare la situation d'un échantillon de population qui bénéficie de la mesure à celle d'une population qui n'en bénéficie pas (lire *Books* n° 104, février 2020).

Cette méthode a le vent en poupe depuis une quinzaine années chez les acteurs de l'aide au développement, et notamment à la Banque

mondiale, parce qu'elle non dogmatique et qu'elle permet, selon ses partisans, de démontrer objectivement qu'une mesure remplit ses objectifs.

Mais elle suscite aussi des réserves. Dans un article publié sur le site *The Conversation*, Isabelle Guérin et François Roubaud, économistes à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), pointent certaines de ses faiblesses : ses résultats dépendent du contexte et sont difficilement généralisables, la mise en œuvre des protocoles d'enquête se heurte à des difficultés d'ordre pratique et éthique, et les expérimentations sont souvent très coûteuses. ●

— *Books*